

ACTION URGENTE

DOCUMENT PUBLIC
AU 168/06

AMR 34/021/2006 – ÉFAI

Avertissement : Amnesty International défend des individus sans prendre position ni sur leurs idées ni sur les organisations auxquelles ils pourraient adhérer.

CRAINTES POUR LA SÉCURITÉ

GUATÉMALA

Oscar Humberto Duarte Paíz (h)

René Guzmán Quiñónez (h)

David Alarcón (h)

José Cuellar (h)

Ainsi que plusieurs autres membres de l'Asociación Integral para el Desarrollo de Ciudad Quetzal (ASIDECQ, Association pour le développement de la ville de Quetzal)

Londres, le 13 juin 2006

Un membre haut placé d'une association de développement local a été enlevé et plusieurs autres membres ont été la cible de manœuvres d'intimidation depuis que cette organisation a tenté de jouer le rôle de médiateur entre la police et la population locale. Amnesty International estime que la vie de l'homme qui a été kidnappé est menacée et que ses collègues courent un grave danger.

Oscar Humberto Duarte Paíz est membre du conseil d'administration de l'*Asociación Integral para el Desarrollo de Ciudad Quetzal* (ASIDECQ, Association pour le développement de la ville de Quetzal). Le 24 mai, alors qu'il quittait les locaux du conseil municipal de Quetzal, six hommes armés de mitrailleuses et portant des gilets pare-balles l'ont arrêté et poussé dans un véhicule. Son frère les a suivis en voiture et a appelé la police, mais après avoir dépassé le poste de police local, les kidnappeurs l'ont pris pour cible et il a été contraint de renoncer à les poursuivre.

Les trois autres hommes nommés ci-dessus sont également membres du conseil d'administration de l'ASIDECQ. Il semblerait qu'ils aient été la cible de manœuvres d'intimidation. Dans la matinée du 6 juin, René Guzmán a vu un véhicule dépourvu de plaques d'immatriculation tourner autour de sa maison. Dans l'après-midi, une voiture aux vitres teintées s'est placée à côté de la moto de David Alarcón et a tenté de le faire sortir de la route. Il a emprunté une autre voie, mais la voiture l'a rattrapé et a commencé à le suivre discrètement, en maintenant une certaine distance avec lui. Le même jour, à 21 heures, des inconnus se sont présentés au domicile de José Cuellar en frappant à sa fenêtre et en demandant si le maire adjoint vivait à cet endroit. José Cuellar a répondu qu'il n'était pas maire. En fermant la porte, il a entendu ces hommes dire « *c'est encore un de ces fils de pute* ».

L'ASIDECQ participe activement au développement de la « ville de Quetzal », petit quartier pauvre situé en banlieue de la capitale Guatemala et doté d'une garderie et d'un réservoir d'eau. Cette association contribue également à la médiation entre la population et la police. Le 6 mai, un jeune garçon a été tué par balle par un homme vivant à Quetzal, qui était ivre semble-t-il. Des policiers ont arrêté ce dernier et l'ont conduit au poste de police. Les habitants du quartier, révoltés par cet homicide, se sont rassemblés devant le bâtiment, vraisemblablement dans le but de lyncher son auteur. Il semblerait que la police ait ouvert le feu sur eux. L'ASIDECQ a tenté d'intervenir et proteste depuis lors contre le recours excessif à la force que les policiers auraient employé contre les manifestants. De nombreux membres de cette association sont également engagés activement dans des organisations qui demandent que la justice soit rendue aux personnes ayant « disparu » au cours du conflit armé qui a touché le pays, ainsi que dans une ancienne organisation de guérilla devenue aujourd'hui un parti politique.

Depuis l'enlèvement d'Oscar Duarte, sa famille a déposé plusieurs demandes officielles d'enquête auprès de la division des affaires pénales de la police, des services du parquet chargés d'enquêter sur les enlèvements et du bureau du médiateur guatémaltèque chargé des droits humains. La caserne de pompiers du quartier a reçu trois appels téléphoniques dont les auteurs affirmaient connaître le lieu où se trouvait le corps d'Oscar Duarte, mais ce n'étaient que de fausses alertes (au Guatemala, les pompiers sont habituellement appelés pour enlever les corps qui se trouvent dans des lieux publics). Les habitants de Quetzal

ont récemment défilé silencieusement en tenant des bougies pour demander qu'Oscar Duarte soit ramené chez lui en toute sécurité.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Depuis quelques années, les attaques contre les défenseurs des droits humains se sont multipliées. L'*Unidad de Protección de Defensoras y Defensores de Derechos Humanos* (UPDDH, Unité de protection des défenseurs des droits humains), qui enquête sur ces agressions, a recueilli des informations faisant état de 122 attaques en 2004 et 224 en 2005. Entre janvier et avril 2006, elle a recensé 65 agressions. Amnesty International fait régulièrement part au gouvernement de ses préoccupations relatives à l'absence de protection des défenseurs des droits humains et au manque de détermination des autorités à enquêter sur les attaques dont ces personnes font l'objet.

ACTION RECOMMANDÉE : dans les appels que vous ferez parvenir le plus vite possible aux destinataires mentionnés ci-après (en espagnol ou dans votre propre langue) :

- dites-vous préoccupé par le fait qu'Oscar Duarte, défenseur des droits humains, a été enlevé le 24 mai ;
- exhortez les autorités à ordonner l'ouverture d'une enquête exhaustive et impartiale, à traduire en justice les responsables présumés, ainsi qu'à prendre toutes les mesures nécessaires pour retrouver Oscar Duarte et assurer sa sécurité ;
- demandez instamment qu'une enquête exhaustive soit ouverte sans délai sur les manœuvres d'intimidation qu'ont subies plusieurs membres de l'*Asociación Integral para el Desarrollo de Ciudad Quetzal* (ASIDECQ, Association pour le développement de la commune de Quetzal), que les résultats en soient rendus publics et que les responsables présumés soient traduits en justice ;
- rappelez aux autorités que les défenseurs des droits humains ont le droit de mener à bien leurs activités sans restriction et sans crainte de représailles, comme le proclame la Déclaration des Nations unies sur le droit et la responsabilité des individus, groupes et organes de la société de promouvoir et protéger les droits de l'homme et les libertés fondamentales universellement reconnus.

APPELS À :

Directeur général de la Police civile nationale :

Director General de la Policía Nacional Civil

Edwin Johann Spirisen

10^a. calle 13-92 zona 1

Ciudad de Guatemala,

Guatemala

Fax : +502 2251 9382

Formule d'appel : *Estimado Director General, / Monsieur,*

Procureur général :

Fiscal General de la República y Jefe del Ministerio Público

Juan Luis Florido

15 avenida y 15 calle "A", Zona 1, barrio Gerona,

Ciudad de Guatemala

Guatemala

Fax : + 502 2251 2218

Formule d'appel : *Estimado Fiscal General, / Monsieur le Procureur général,*

COPIES À :

Organisation de défense des droits humains :

Unidad de Protección de Defensoras y Defensores de Derechos Humanos

Movimiento Nacional De Derechos Humanos

1 Avenida 0-11, Zona 2

Colonia Lo de Bran

Ciudad de Guatemala

Guatemala

Fax : + 502 22322651 (si un correspondant vous répond, demandez la ligne de fax : "*por favor, tono de fax*")

ainsi qu'aux représentants diplomatiques du Guatemala dans votre pays.

PRIÈRE D'INTERVENIR IMMÉDIATEMENT.

APRÈS LE 25 JUILLET 2006, VÉRIFIEZ AUPRÈS DE VOTRE SECTION S'IL FAUT ENCORE INTERVENIR. MERCI.

*La version originale a été publiée par Amnesty International,
Secrétariat international, 1 Easton Street, Londres WC1X 0DW, Royaume-Uni.
La version française a été traduite et diffusée par Les Éditions Francophones d'Amnesty International - ÉFAI -
Vous pouvez consulter le site Internet des ÉFAI à l'adresse suivante : <http://www.efai.org>*